

# L'expérience de Los Angeles

par Gary Orfield\*

L'usage de statistiques ethniques aux États-Unis permet d'établir une représentation sans concession d'une situation marquée par une ségrégation croissante. Comment remédier à l'isolement scolaire ? L'expérience américaine est instructive, des « *magnet schools* » (des écoles publiques recrutant sur la base de spécialités, qui ont pu constituer des outils de lutte contre la ségrégation) au « *busing* », qui consiste à aller chercher des élèves en bus pour mêler les populations. Mais après 40 ans d'expériences et des succès mitigés, chercheurs et responsables considèrent que c'est sur la mixité sociale des zones résidentielles plus que sur celle des écoles qu'il faut travailler.

À Los Angeles, malgré le volontarisme politique de la fin des années 1960, nous n'avons guère fait de progrès dans la déségrégation scolaire, sauf au début des années 1970 quand nous avons tenté de mettre en place le *busing*, puis au début des années 1980 avec les tentatives d'« intégration volontaire ». Les années 2000 ont vu le démantèlement progressif de toute une série de décisions de la Cour suprême : en 2007, certaines formes d'intégration volontaire ont été proscrites pour les écoles publiques. Cela signifie que le destin éducatif des élèves est de plus en plus dépendant de l'endroit où ils vivent.

Dans l'Ouest des États-Unis, entre les Montagnes Rocheuses et l'Océan Pacifique, 53% des écoliers ne sont pas blancs et le pourcentage augmente tous les ans. Les élèves de cette région sont scolarisés dans des établissements marqués par une très forte ségrégation et des inégalités.

La croissance la plus spectaculaire concerne les élèves hispaniques : un cinquième de tous les écoliers hispaniques des États-Unis vivent dans la région, et un dixième dans le comté de Los Angeles. Ce sont aussi les populations « latinos » qui sont les plus ségréguées aux États-Unis ; leur échec ou leur succès éducatif impactera profondément l'avenir de la Californie. Les Latinos sont désormais plus ségrégués que les Noirs, dans les écoles, et on ne constate aucun progrès. Les étudiants africains-américains, certes, subissent eux aussi une forte ségrégation, et après avoir connu une décrue cette ségrégation tend à s'accroître depuis que la Cour Suprême américaine a modifié les lois anti-discriminations en 1991. Mais pour les Latinos, *chacune* des statistiques recueillies depuis 1968 montre, année après année, une augmentation sensible et régulière de leur isolement scolaire. En 2007, la Cour suprême a encore limité les efforts de déségrégation, même volontaires, comme les « *magnet schools* » qui fonctionnaient dans un certain nombre de villes – ces « *magnet schools* » sont des écoles avec des cours ou des programmes spécialisés, qui accueillent des élèves venus d'autres zones que celles de la « carte scolaire » américaine, généralement définie par les autorités locales ; elles ont comme avantage de brasser les populations en recrutant au-delà d'une zone résidentielle donnée, même si on a pu leur reprocher de retirer des écoles les moins favorisées les quelques bons élèves qui leur restaient.

Nous vivons dans un État hyper-ségrégé, où les Latinos étaient bien intégrés scolairement dans les années 1960 mais où ils sont désormais profondément isolés, dans des écoles marquées en outre par une extrême concentration en termes de pauvreté. Pour certains établissements, la concentration est aussi linguistique, avec un niveau très faible en anglais.

À Los Angeles, dans les années 1970, la Cour Suprême de Californie a essayé de résorber la ségrégation raciale dans les écoles de ville. Le tribunal a engagé huit experts. J'étais un d'eux. Nous avons examiné la répartition géographique de la population dans l'aire métropolitaine du grand Los Angeles, et nous avons conclu que durant la déségrégation était déjà impossible dans la ville même de Los Angeles, parce que le nombre de Blancs déclinait rapidement et que des phénomènes de ghettoïsation des quartiers centraux étaient déjà en cours. Ces tendances impliquaient que c'était l'ensemble de la ville qui allait être ségréguée dans un avenir relativement proche. Une des études réalisées montrait que, dans cette période, les écoles qui

---

\* Gary Orfield est professeur à l'université de Californie à Los Angeles (UCLA), où il a la chaire d'Éducation, droit, science politique et planification urbaine. Il est aussi codirecteur du *Civil Rights Project*, dans cette même université. Depuis la fin des années 1970, ses travaux font autorité sur la question des ségrégations.

accueillait des élèves noirs avaient tendance à se ségréger de nouveau, en quelques années. Nous recommandions donc de raisonner à l'échelle de l'agglomération.

La réponse, désolante, à cette recommandation fut un changement dans la Constitution de l'État : une loi organique fut passée, qui retirait à la Court Suprême californienne le pouvoir de lutter contre la ségrégation au-delà des limites d'une ville donnée. Los Angeles fut donc en 1981 la première ville du pays à abandonner tout effort significatif d'abolir la ségrégation raciale dans ses écoles. Les prédictions d'une expansion de la ségrégation et de la disparition des élèves blancs de certaines écoles se sont hélas réalisées. Et ce ne fut pas du fait du *busing*, dont certains craignaient qu'il ne déséquilibre les écoles publiques « qui marchaient ». Ce fut essentiellement à cause des évolutions de la démographie résidentielle et des marchés immobiliers.

La ségrégation scolaire, il faut insister sur ce point, est enracinée dans l'économie du logement. Un Américain moyen déménage tous les six ans et, entre 1954 et 2008, chaque logement a changé six fois de propriétaire. Cette mobilité conduit à accélérer les évolutions dans la composition des quartiers, et à notre époque ce sont des effets de reségrégation rapide que nous pouvons observer. L'impact de la ségrégation résidentielle s'accroît encore du fait que les familles de couleur ont tendance à avoir plus d'enfants en âge scolaire et à avoir davantage recours aux écoles publiques.

Si vous envoyez des enfants à l'école sur une base résidentielle, la ségrégation résidentielle gangrène les institutions éducatives, et la ségrégation éducative conduit à son tour à perpétuer les inégalités sociales d'une génération à l'autre.

Cette logique est puissante et certains outils destinés à la compenser peuvent avoir des effets négatifs. Par exemple, là où il y a des programmes « *magnet* » sans politique complémentaire de déségrégation, les enfants blancs du voisinage ont tendance à changer d'école, accélérant ainsi la ségrégation raciale de leur école et contribuant à déstabiliser le marché immobilier local.

La ségrégation n'est jamais simplement « raciale » (nous parlons de « race » aux États-Unis, là où on parlerait en Europe d'origines ethniques ou de couleur de peau) ; elle se double d'une ségrégation de classe, et dans le cas des Latinos et de certaines communautés de migrant asiatiques, il y a même une triple ségrégation puisqu'elle touche aussi la langue. Se nouent ainsi des liens extrêmement puissants entre la ségrégation scolaire, qui reflète et intensifie la ségrégation de voisinage, et les inégalités éducatives.

Le niveau des écoles ségréguées est incontestablement plus bas. Il y a plus d'instabilité, les problèmes plus de santé non traités sont plus nombreux, les professeurs partent systématiquement dès qu'ils obtiennent assez d'ancienneté pour partir. 85% des professeurs américains sont blancs, et une enquête récente sur les raisons de leurs mobilités professionnelles montre qu'ils quittent systématiquement les écoles qui subissent une reségrégation ; non par racisme, mais parce qu'ils préfèrent des écoles stables et où l'intégration fonctionne. Les écoles où se concentrent les plus pauvres sont ainsi, pour de multiples raisons allant des handicaps sociaux et scolaires (linguistiques) de départ à la difficulté de stabiliser les équipes pédagogiques, de véritables usines à *drop-out* : les jeunes lâchent l'école en cours de route ou sortent sans diplôme. Si on regarde les statistiques pour Los Angeles, une grande majorité des enfants de couleur sort de l'école secondaire sans aucun diplôme, et pour les enfants non anglophones (*English language learner* ou ELL, dans notre jargon) le taux est beaucoup plus élevé.

Nous avons ainsi une situation où les bons lycées, ceux qui préparent correctement au *college* (trois premières années d'université), accueillent surtout des blancs et quelques asiatiques et leur réservent de fait le bénéfice des *Advanced Placement Programs* (qui offrent une préparation spécifique de relativement haut niveau), tandis que les autres minorités reçoivent une éducation « compensatoire », c'est-à-dire de remise à niveau. Sous les apparences de la justice sociale il y a surtout ici une façon d'entériner les inégalités sans vraiment les remettre en cause ; très peu nombreux sont les enfants issus d'une minorité visible qui ont accès à une éducation susceptible de les préparer à des études supérieures.

Pour des élèves d'un même niveau, la probabilité d'aller à l'université est ainsi très différente d'une école à l'autre. Et les élèves issus d'écoles ségréguées qui auraient la chance d'accéder aux études supérieures ne seraient guère préparés à la concurrence plus vive et au rythme plus rapide qu'on trouve dans les universités. On a donc, indiscutablement, un système à deux vitesses.

Les Blancs sont aujourd'hui les populations les plus séparées aux États-Unis, notamment dans les banlieues résidentielles. Mais dans ces fameuses *suburbs* où vit l'essentiel de la classe moyenne, un changement spectaculaire est en cours dans les écoles de banlieue. Dans la métropole du Grand Los Angeles, près de la moitié des enfants noirs et latinos habitent maintenant dans les banlieues résidentielles, mais ces banlieues sont si séparées les unes des autres, et l'évolution de leur population est si rapide, que nous ne faisons presque rien pour les stabiliser et que nous nous contentons d'observer une transformation en profondeur des communautés (là encore, j'utilise le vocabulaire américain : une communauté désigne par exemple un quartier, une petite ville, parfois une paroisse ; elle est d'abord définie géographiquement). Presque rien n'est fait pour s'assurer que les communautés intégrées (c'est-à-dire caractérisées par une mixité ethnique et sociale) restent stables. Ceux qui vivent dans ces communautés ne reçoivent guère de soutien public, alors même que la survie de ces communautés est essentielle pour le maintien d'un minimum de mixité. Il y a très peu d'efforts pour coordonner les politiques scolaires et celles en faveur du logement.

Tout au contraire, les logements sociaux sont construits là où il y en a déjà beaucoup, dans des lieux de relégation où les enfants, dès le départ, n'ont presque aucune chance d'aller à l'université. Nous avons consacré des sommes énormes à subventionner la construction de ces logements, sans nous inquiéter du fait qu'ils s'inséraient dans des voisinages déjà défavorisés dont ils ne faisaient qu'accroître la tendance à la ghettoïsation sociale et raciale, et sans nous inquiéter non plus du fait qu'aux enfants des familles logées dans ces logements sociaux, on n'offrait que des écoles au rabais. La dernière fois qu'on a considéré cette question avec quelque sérieux, ce fut au temps de l'administration Carter, à la fin des années 1970. Une réglementation fut alors adoptée, qui imposait de ne pas bâtir de logements sociaux dans des zones dont le niveau scolaire était notoirement faible. Ce fut l'une des premières réglementations abolies par l'administration Reagan, et depuis on n'a fait aucun effort pour se saisir sérieusement du problème. Il ne serait pourtant pas absurde d'utiliser l'outil des politiques publiques pour tenter de contrecarrer les effets de la ségrégation issus des différentes logiques sociales et sociétales. Si nous investissons dans le logement pour les gens pauvres avec des enfants, sauf à vouloir construire des ghettos, on devrait être en mesure de favoriser des lieux avec une école qui fonctionne et de préférence une école qui est intégrée.

Il semble en tout cas hypocrite de sanctionner les écoles comme l'a fait l'administration Bush avec le programme *No Child Left Behind*. Car les écoles « en faillite » le sont pour des raisons qu'elles ne maîtrisent guère et il serait absurde de les punir ; tout comme il est un peu facile de glorifier celles qui, dans des quartiers très défavorisés, car elles ne représentent malheureusement que des exceptions. Peut-être une école sur 1000, parmi celles qui travaillent dans ces conditions, réussit ; il n'est pas responsable de considérer qu'elle pourrait servir d'exemple et donc de faire comme s'il existait une solution « scolaire » à des problèmes dont les racines sont d'abord des ségrégations raciales et sociales sous-jacentes.

Ce que nous devrions essayer de faire, au minimum, est d'aider les quartiers qui sont encore mixtes à le rester. Presque tous nos quartiers ont été au moins une fois, ne serait-ce que pendant une transition, interraciaux. Aujourd'hui, la « nouvelle frontière » de ce problème de reségrégation se trouve dans les banlieues américaines. Nous sommes une société suburbaine. Nous devons trouver des façons d'aider les communautés encore interraciales à permettre de faire vivre, dans les écoles, le rêve issu de l'arrêt Brown de 1954 (*Brown vs Board of Education of Topeka*), cette décision de la Cour Suprême qui commença à abolir le système des discriminations légales en vigueur jusqu'alors.

Cinquante-quatre ans après l'arrêt Brown, nous en sommes revenus au point où nous en étions avant que la Cour suprême ne commence à essayer de traiter les problèmes de ségrégation urbaine avec l'arrêt *Swann vs Charlotte* qui donna une base légale au *busing* en 1971. La ségrégation est aujourd'hui plus prononcée qu'elle ne l'était alors. Les seules parties des États-Unis qui sont véritablement intégrées scolairement, aujourd'hui, sont les petites villes et les secteurs ruraux, que nous considérions à l'époque comme les lieux les plus récalcitrants ; et ils sont intégrés parce qu'ils n'ont pas de ségrégation résidentielle vraiment significative qui façonne des ghettos scolaires. La leçon est donc claire : si nous voulons agir sérieusement en faveur de la déségrégation scolaire, c'est la mixité résidentielle qu'il faut promouvoir et défendre.

*Traduit de l'anglais (États-Unis) par Richard Robert.*